



ETRANGER



Nigéria/Présidentielle 2019

Entre promesses non tenues et bilan économique mitigé, Buhari veut remplir

Après avoir laissé planer un suspense durant des mois, le président Buhari met fin aux spéculations sur la présidentielle de l'année prochaine. Il sera devant le peuple nigérian pour solliciter à nouveau sa confiance,...

PAGE 4

ECONOMIE



Finances

Fin de mission du FMI sur une note d'optimisme relativisé

Dans le cadre de la sollicitation de l'expertise du Fonds monétaire international (FMI) fin 2016, par les autorités togolaises en vue de l'assainissement des finances publiques, une équipe de l'institution de Bretton Woods a achevé...

PAGES 5

Sport / Sénégal

Fo Doh Laba sauve un joueur de l'équipe adverse pendant un match

Lors d'un match aller des barrages de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF)...

PAGE 10

Dernière minute

Les vraies raisons de l'annulation du voyage au Togo du ministre français des Sports, Laura Flessel

PAGE 3



Interdiction de manifester en période de dialogue Le gouvernement y tient fermement

La divergence est profonde entre le gouvernement et son opposition réunie au sein du regroupement des 14 partis politiques. A la suite de la note adressée en fin de semaine dernière par la coordination de la C14 au ministre en charge de l'Administration territoriale et des collectivités locales, relative à son projet de manifestations au cours de cette semaine, les autorités togolaises ont été perspicaces. Elles ont fait savoir à la coalition qu'une marche, alors que le dialogue...

PAGE 3

EDITO

Les renégats de la parole donnée

C'est un affront que la coalition des 14 partis de l'opposition fait d'abord à sa propre parole, au facilitateur du dialogue et aux populations togolaises...en tentant de retourner dans les rues. Puisque son abandon de l'accord signé et demandant aux protagonistes de sursoir à tout projet de manifestations n'est pas un simple dédit, c'est une ignominie. Cette fourberie sans nom est une insulte à l'intelligence de leurs compatriotes. Huit mois que la C14 nous rabâche, de sa promesse de faire partir le président de la République Faure Gnassingbé,...

PAGE 3

Crise dans le social

Les propositions appropriées de Adrien Béliké Akouété

Les crises sociales à répétitions que connaît notre pays depuis plusieurs années et qui se sont exacerbées à partir de 2017 malgré la mise en place d'un Conseil national du Dialogue social (CNDS), ne laissent pas indifférent...

PAGE 11





SOMMAIRE

Bénin/Rentrée parlementaire
Les grands dossiers électoraux au menu de la rentrée parlementaire



P 4

Commerce extracommunautaire
L'Inde, premier consommateur du phosphate togolais



P 5

Spectacle
L'acte 1 des « Assises du Stand Up » a tenu ses promesses



P 9

Boxe thaïlandaise
Boundjou Baba Nadjombe défend les couleurs du Togo



P 10

Rencontres et échanges
La Haac invite les professionnels des médias à la culture de l'équité



P 11

Le médiateur doit être ferme ou se récuser, le Togo doit vivre !

Les Togolais fondent encore leur espoir sur la capacité du facilitateur à sortir les politiciens et le peuple dans son ensemble de l'ornière dans laquelle elle s'est retrouvée depuis août 2017.

La médiation est prévue pour durer dix jours. Jours calendaires ? Perlés ? En tout cas, à n'en point douter, les dix jours sont étalés sur plusieurs mois. Et après deux mois, on n'en a épuisé que trois. Nous assistons impuissants, tels dans un film western dont les acteurs sont Pouvoir, groupe des 14 opposants et le Gouvernement. Dans ce genre de film, on ne sait qui et à quel moment la balle fatale va être tirée. Apparemment, le Sheriff, garant de l'équilibre et de la justesse semble être dépassé par les événements. Et la balle peut partir de n'importe où et à n'importe quel moment. Car nul n'a le monopole de la violence ici au Togo.

Le Ghana héberge Atchadam et jusqu'à quand ?

Celui qui a réussi à faire avorter la conférence internationale Israël-Afrique, parce que c'est la seule et unique raison de

la mobilisation du 19 août 2017 réside au Ghana. Pourquoi Atchadam réside-t-il au Ghana et ses camarades de combat circulent et agissent paisiblement au Togo ? Comment et pourquoi continue-t-il d'attiser le feu au Togo pendant que ses camarades discutaient sans être inquiétés pour une issue à la crise. C'est bien du Ghana qu'il envoie ses discours appelant à la désobéissance et au soulèvement populaire. C'est bien du Ghana qu'il manipule ses 13 autres camarades ; il les tire du bout du nez comme des enfants.

Le Ghana a reçu plus d'une fois le groupe des 14 opposants.

C'est de bonne guerre que les protagonistes s'adressent en aparté au facilitateur. Dans une démarche d'équilibre et d'esprit de résultat, il est indicible que les rencontres pour la mise au point, explication, justification s'écartent de

la droite ligne qui est la sortie de crise. A l'issue de la première rencontre dite bilatérale avec le facilitateur, on a frôlé de justesse le regain de la rue parce que les mesures d'apaisement promis par le pouvoir n'auraient pas respectées.

La seconde rencontre bilatérale a pour fond de toile, le besoin de retourner dans la rue parce que le pouvoir procède à des arrestations et la poursuite du processus électoral. Disons et soyons courageux : la rue n'est bonne pour personne ; ni pour le pouvoir, ni pour l'opposition et moins encore pour le PEUPLE. Et bien évidemment, personne n'en a le monopole.

Le gouvernement et le pouvoir doivent faire preuve de tact et de bonne foi.

La frontière entre la position du gouvernement et celle du parti au pouvoir est difficile à tracer, et

tous savons pourquoi. Dans cette condition, il est indispensable que les techniciens de l'administration prennent en compte les directives qu'imprime le dialogue. Aussi, est-il important que le parti au pouvoir démarque sa position vis-à-vis du gouvernement afin de préserver l'équilibre des forces. S'il est vrai que la suspension du processus électoral n'a pas fait l'objet de préalable dans le règlement intérieur du dialogue (contrairement à la suspension des manifestations de rue), nous pouvons, quand-même dénoncer les activités que mène le ministère de l'administration territoriale en entretenant la mise en place des commissions électorales locales. On peut aussi par ailleurs, déplorer le mutisme du parti au pouvoir sur ces comportements.

Le Ghana peut faire aboutir le processus, mais il faut avoir du cran.

Les esprits fertiles présageaient déjà que chaque partie allait

au dialogue avec ses calculs. La preuve est là, le blocage s'est présenté dès la première rencontre. Il est important que la facilitation soit franche et non complaisante en : (i) clarifiant les positions de chacun, (ii) identifiant les goulots d'étranglement puis (iii) proposant à chacun des protagonistes, la dose d'eau à mettre dans le vin.

Le Togo a besoin d'un mieux-être.

C'est impossible de feindre ne pas connaître la vraie aspiration du peuple, et celle des partis politiques. Le jeu politique est dangereux et tout le monde le sait aussi. Deux questions restent fondamentales : veulent les intérêts pour eux-mêmes ? Que veulent les politiciens pour le peuple ? Que de paisibles citoyens éprouvent le besoin d'être en sécurité, d'avoir du travail, d'être fier de vivre ou de provenir du Togo ! La facilitation doit servir à quelque chose, ni non elle se récuse.

Une contribution de Moïse Mafongoun

**Tône /Changement Climatique
Sensibilisation à Dapaong**

Un atelier d'information sur le Programme d'Appui à la Lutte contre le Changement Climatique (PALCC) a regroupé le 4 avril 2018 à Dapaong, les acteurs régionaux des Savanes impliqués dans la gestion de l'environnement.

Cette rencontre est initiée par le ministère de l'Environnement et des Ressources forestières avec l'appui financier de l'Union Européenne (UE) à travers l'Alliance Mondiale contre de Changement Climatique (AMCC). Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PALCC au Togo.

L'objectif est d'informer et de diffuser les objectifs du PALCC en vue d'une bonne appropriation du programme par les acteurs de la région des Savanes.

**Niamtougou
AG des de l'union des producteurs de maïs**

La Chambre Régionale de Métiers de la Région Maritime du 2019 (CRM-RM), a organisé les 3 et 4 avril à Tsévié un atelier de renforcement de capacité des élus régionaux des chambres préfectorales de métiers et des personnels administratifs de la chambre sur « Les missions et attributions des élus ».

La finalité de cette assemblée est de permettre à l'union de se doter des organes de fonctionnement et des textes juridiques pour sa gestion. Pour le directeur régional de l'Institut du Conseil Technique et d'Appui (ICAT), Laoudima Essowè, la mise en place de ces unions se situe dans le cadre du Projet d'Appui à la Structuration et au Renforcement des Capacités de Gouvernance de la filière du maïs initié par l'Etat togolais et financé par l'Union Economique Monétaire Ouest Africain (UEMOA).

tm
TOGOMATIN

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Freda Sefiamor
Alexandre Wémima

Edem Dadzie
Essoyodou Awih
Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00
Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print
Distribution : Togo Express
Tirages : (2000 exemplaires)

Edito

... sans accorder la moindre chance à un dialogue de se tenir. Ce fut, au finish, le dialogue qui s'est imposé. Et avec un code de bonne conduite qui encadre sa tenue. Et voilà la coalition qui décide au bout de quelques semaines du dialogue de se désolidariser de l'Accord. Tel un renégat de la parole donnée, qui se parjure

en se réfugiant derrière un avis qu'il s'est pourtant donné, elle signe l'échec du dialogue au moment où le gouvernement continue de croire en la bonne issue de ce dialogue, surtout au regard de la lettre réponse du Ministre de l'administration, qui note que l'opposition n'a pas évoqué la prétendue suspension du processus électoral qui d'ailleurs n'est inscrit nulle part dans les préalables comme l'est

l'arrêt des manifestations de rue. La C14 montre à travers ce retour à la rue qu'elle n'a jamais voulu et cru au dialogue. Ayant senti qu'elle n'est pas capable d'obtenir par la négociation ce qu'elle voulait obtenir par la rue, elle retourne à ses vieilles amours et estime qu'un engagement moral ne peut remplacer la constitution sur le droit de manifester. Et pourtant

elle a signé ce règlement intérieur sans en poser les limites. L'engagement de la Coalition renvoie inéluctablement à deux constats : d'une part, le mépris notoire des populations par les leaders de l'opposition qui finissent d'ériger le non-respect de la parole donnée en institution et, d'autre part, la lassitude d'un peuple qui ne pleure plus la faim, mais la crainte de voir ses valeurs

cardinales disparaître. Cette population togolaise s'impatiente face à une élite aveugle et sourde, radicale. Mais à situation grave, réponse exceptionnelle. Et à cette allure inquiétante, pour sauver ce dialogue de tous les espoirs, ou le sortir de l'ornière, le facilitateur et les protagonistes pourront trouver la réponse exceptionnelle pour avancer. **Dieudonné Korolakina**

Interdiction de manifester en période de dialogue
Le gouvernement y tient fermement

La divergence est profonde entre le gouvernement et son opposition réunie au sein du regroupement des 14 partis politiques. A la suite de la note adressée en fin de semaine dernière par la coordination de la C14 au ministre en charge de l'Administration territoriale et des collectivités locales, relative à son projet de manifestations au cours de cette semaine, les autorités togolaises ont été perspicaces. Elles ont fait savoir à la coalition qu'une marche, alors que le dialogue suit son cours, n'est pas opportune et donc pas autorisée. Le camp adverse ne veut rien comprendre. Il joue à la sourde oreille.

Elle tient tête aux garants de la bonne marche de la République ! L'opposition togolaise ne compte pas bouger d'un iota non pas par rapport à sa plateforme revendicative, mais sur son emploi du temps de marches publiques cette semaine. Tout commence en début de semaine dernière à la suite de la prolifération, à travers le réseau social Whatsapp, d'un fichier, difficilement identifiable qui attribue invraisemblablement au ministre Payadowa Boukpepsi, l'initiative d'appeler les préfets à se mobiliser à l'instauration de la Commission des

listes et cartes (CLC). Une imputation qui sera, très rapidement infirmée par le département ministériel mais qui entraînera une certaine excitation au sein de la coalition des 14. Dans les rangs de ce regroupement, la coordination du mouvement se saisit de ce que l'on peut qualifier de « fake news », «une intoxication » pour brandir la carte des marches, auxquelles les leaders ne se sont plus essayés depuis le mois de janvier dernier. Une note d'information a été ainsi envoyée au ministère de l'Administration territoriale, quant aux programmes de

marches suivies de meetings prévues à partir ce mercredi 11 avril. S'étant pleinement engagé dans le processus de sortie de crise et vu, ses répercussions sur l'évolution de l'économie nationale depuis la date du 19 août dernier, le gouvernement a convié les acteurs de l'opposition à s'en tenir au règlement intérieur des pourparlers qu'ils ont paraphé en toute souveraineté. Ces derniers n'ont pas approuvé la position de l'exécutif togolais. Dans ce contexte, ils initient une prise de contact au Ghana, dans la journée d'hier avec Nana D.



Yark Damehane de la Sécurité et Payadowa Boukpepsi de l'Administration territoriale

Akufo-Addo, le médiateur du dialogue inter-togolais. Malgré l'appel de ce dernier à surseoir à leurs marches et sa promesse de prendre attache avec le gouvernement togolais dans le cadre des négociations bilatérales, la C14 n'obtempère pas. Mais les autorités togolaises ne comptent pas être mêlées à la violation des règles du dialogue. Dans une autre correspondance datée d'hier mardi, le ministère de l'Administration territoriale

réaffirme la proscription des manifestations en cette période délicate. «Je vous confirme les termes de ma lettre N 0146/MATDCL/CAB du 06 avril 2018 relative à la non acceptation par le gouvernement, des manifestations qui violent la mesure prise par le facilitateur du dialogue inter-togolais Son excellence Nana D. Akufo-Addo, suspendant les manifestations durant le dialogue», lit-on dans la lettre du ministre Boukpepsi. **Awih Essoyodou**

Dernière minute

Les vraies raisons de l'annulation du voyage au Togo du ministre français des Sports, Laura Flessel

Le ministre des Sports de la République française, Laura Flessel, ne sera pas à Lomé, comme prévu, dans le cadre de sa participation à la 13ème réunion du bureau de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des Etats et gouvernements ayant le français en partage (Confejes).

Les services de l'ambassade de France au Togo qui avaient annoncé la venue de la ministre, ont à travers un communiqué hier, annoncé l'annulation du déplacement et regretté par voie de conséquence que « la signature de la convention créant une section sports-études au lycée français prévue en marge de la réunion du bureau de la

CONFESJES, est également annulée ». Dans la foulée de cette annonce, plusieurs commentaires ont fait le tour dans l'opinion nationale. Mais, de sources dignes de foi, l'annulation de ce déplacement est purement et simplement la suite logique de l'annulation du vol de la Compagnie Air France, qui devait desservir hier. En effet, le trafic aérien entre

la France et le Togo est fortement perturbé cette semaine en raison d'une grève des syndicats en France. Il en sera de même pour plusieurs vols au cours de cette semaine. La compagnie invite d'ailleurs les clients à se rapprocher d'Air France à Lomé pour une modification de leur réservation.



Laura Flessel, le ministre français des Sports

Les mauvaises langues qui ont vite fait le rapprochement entre cette annulation et le contexte

politique de l'heure sont en étonnante digression de la réalité. **La Rédaction**

Bénin/Rentrée parlementaire Les grands dossiers électoraux au menu de la rentrée parlementaire

Au Bénin, c'est la reprise pour les 83 députés qui ont fait ce lundi leur rentrée à l'Assemblée nationale à Porto-Novo, la capitale. Une cérémonie solennelle a eu lieu en présence des présidents des parlements togolais, burkinabé, nigérien, de représentants du gouvernement, des institutions et du corps diplomatique. Cette session s'annonce capitale à un an des élections législatives.



Assemblée nationale du Bénin

De gros dossiers attendent les députés dans un climat à la fois tendu sur le plan social par les grèves et sur le plan préélectoral. Adrien Houngbédji, président de l'Assemblée nationale, membre de la majorité parlementaire, en parle dès le début de son discours : « Notre session est une session capitale, ouverte pour se pencher essentiellement sur les dossiers qui engagent l'avenir de notre démocratie, comme que la réforme du système partisan, le Code électoral, le Code pénal, qui nécessitent sérénité et clairvoyance »

Autre sujet majeur et polémique, le Parlement a récemment été épinglé par la Cour constitutionnelle. Motif : il n'a pas nommé ses représentants au Cos-Lepi, l'organe chargé de réactualiser la liste électorale. Adrien Houngbédji s'engage : « Je vous exhorte donc à nous exécuter sans débat. La guerre des institutions n'aura pas lieu ici ».

Pour l'opposition, avec à ce jour 21 députés sur 83, c'est une année décisive. Valentin Djenontin, secrétaire exécutif du parti FCBE : « C'est là où tout doit se jouer. Donc, nous allons veiller véritablement au grain et ne pas nous taire une seule minute, lorsque nous allons constater qu'il y a des dérives qui se préparent, qu'il y a des complots qui se préparent... »

T.M. et Rfi.fr

Nigéria/Présidentielle 2019

Entre promesses non tenues et bilan économique mitigé, Buhari veut rempiler

Après avoir laissé planer un suspense durant des mois, le président Buhari met fin aux spéculations sur la présidentielle de l'année prochaine. Il sera devant le peuple nigérien pour solliciter à nouveau sa confiance, après un mandat dont le bilan n'est pas plus luisant que son prédécesseur.

C'est désormais acté dans les esprits des sceptiques et de ceux qui, dans le grand parti, l'APC, nourrissaient le rêve de devenir le prochain locataire de l'Aso-Rock Villa, le palais présidentiel. Ce lundi 9 avril 2018, le chef de l'Etat nigérien a fait le pas. Peut-être a-t-il été encouragé par la foule en liesse qui l'a accueilli fin mars, lors de l'inauguration à Lagos, d'une station de transport publics, en présence de l'ancien gouverneur de cette capitale économique du pays, Bola Tinubu. Mais qu'iras-t-il dire aux Nigériens en février 2019 pour regagner leur confiance face à des promesses non tenues ?

Des promesses non tenues Réputé homme intègre, cet ancien « putschiste » des années 1980 a très vite été désenchanté et rattrapé par la réalité. Même si l'on peut reconnaître quelques arrestations et emprisonnements de certains dignitaires du pouvoir pour corruption, le fléau reste encore une réalité ambiante dans le pays. Car il y a eu en effet, plus de plaintes que d'inculpations et d'arrestations et des milliers de dossiers dorment sur le bureau du Parquet général de la République, montrant aussi un autre problème criard au Nigéria : lenteur, manque de moyens et compétences, sous-effectifs, réformes institutionnelles inopérantes, etc...

L'indice de perception de la corruption dans le pays stagne et même pointe du nez vers le bas en 2017. Après un saut qualitatif de plus de 10 points en Afrique entre 2015-2016, période où il était vraisemblablement animé par l'euphorie de sa victoire à la présidentielle, Buhari et son parti APC ont engrangé un recul sur le score de 2017, passant de la 28ème place en 2016 à la 27ème place en 2017 et de 136ème place sur le plan mondial à la 148ème place en 2017, selon Transparency international.

Pour ce qui est de la sécurité, là, l'ancien général-putschiste n'a pas fait mieux que son prédécesseur Goodluck Jonathan à qui il a pourtant reproché son incurie dans la sécurité des populations. L'on a cru que son profil de militaire homme de terrain, qui avait d'ailleurs



Muhammadu-Buhari

réussi à bouter hors du Nigeria la secte Maitatsine, similaire à Boko Haram, qui sévissait dans le Nord dans les années 80 allaient être des ingrédients qui allaient suffire à créer cette potion magique dont lui seul avait le secret pour éradiquer aussi la secte Boko Haram du pays. Malheureusement, c'est un président qui, au finish, ira négocier avec les terroristes pour libérer quelque 100 jeunes filles kidnappées dans le Nord du pays à moins d'un an du rendez-vous électoral qu'il avait donné aux nigériens depuis 2015.

Pas très reluisant pour celui qui avait fait de la lutte contre la corruption et contre la secte islamique Boko Haram, son cheval de bataille et qui s'est très tôt fait remarquer par sa santé fragile.

Un bilan économique mitigé, une santé fragile

L'économie nigérienne a connu ses plus bas pics sous Buhari. Première économie d'Afrique, en compétition avec l'Afrique du sud, la croissance du pays qui était de 5% entre 2010 et 2014 a chuté à 2,7% en 2015 et s'est même contractée de 1,5% en 2016, la croissance la plus basse des deux dernières décennies selon le rapport de la banque BNP Paribas de 2016. Les secteurs manufacturiers, de la construction, de l'immobilier et du commerce ont été des plus médiocres en 2016. Le déficit a augmenté et a

atteint 2,14% du PIB en 2016 et la balance commerciale a aussi été négative pour la première fois depuis sept ans (avec un déficit de 2,2% du PIB en 2016).

Les mesures prises par Buhari le général n'ont pas réussi à changer grand-chose. Selon les derniers chiffres, le pays fait face à un taux de chômage de 18,8% au terme du troisième trimestre de 2017, soit 4,6 points de plus qu'au terme de l'année précédente (14,2%). D'après le Bureau national des statistiques du Nigéria (NBS), la reprise économique n'aura aucune incidence sur la montée du chômage dans le pays en 2017, même si le pays renouera avec la croissance en cette année 2018.

Si, du reste, l'on peut trouver des circonstances atténuantes au bilan mitigé du président Buhari sur le plan économique, c'est beaucoup plus sur le plan de sa santé fragile qui inquiète aussi les nigériens.

Plusieurs fois absents du pays pour des raisons de santé, Mouhamadou Buhari s'est même refusé en début d'année 2018 de briguer un second mandat en 2019. Et ce volte-face qu'il vient de faire sonne comme une décision forcée prise par un général sénile, fatigué de poursuivre sans succès la secte à laquelle il a déclaré la guerre en 2015.

Alexandre Wémima

Commerce extracommunautaire

L'Inde, premier consommateur du phosphate togolais

La coopération bilatérale entre l'Etat togolais et ses partenaires asiatiques sont au beau fixe avec des échanges réguliers de biens et services. Si la Chine se hisse à la première place des investisseurs au Togo dans plusieurs secteurs de l'économie nationale, l'Inde reste une destination privilégiée des exportations du pays. Selon un rapport rendu public en ce début de semaine, l'Etat indien serait la destination favorite de l'intervention du Togo dans le commerce international.



Legzim Balouki, ministre du commerce

L'édition 2017 du rapport sur la surveillance commerciale dans notre pays révèle que l'Etat indien reste le premier partenaire économique du Togo depuis plusieurs

années maintenant, mis à part les pays membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). Le rapport a relevé les divers flux de commerce qui ont eu cours entre

le Togo et l'ensemble de ses partenaires au développement entre 2012 et 2016.

Dans la note du ministère en charge du Commerce et de la Promotion du Secteur privé, il est stipulé que l'Inde «importe principalement le phosphate togolais». Sur la période d'évaluation du rapport, l'on note une augmentation substantielle de la commercialisation par le Togo de la matière vers l'Etat indien. De 2.9% en 2012, les exportations togolaises sont passées à 13.6% en 2016 plaçant ainsi, l'Inde à la première loge des destinataires du phosphate togolais. Sur les quatre ans, les

autorités indiennes ont exprimé leur satisfecit quant à la qualité de phosphate produit par le Togo. L'Inde aurait quintuplé sa demande d'importation de cette matière première du Togo entre 2012 et 2016. Contrairement à son partenaire, l'Etat togolais ne serait pas fortement «gai» de son offre sur les deux dernières années de la période de l'étude.

De fait, l'acquisition du phosphate togolais par l'Inde serait passée de 23.1% en 2014 pour se stabiliser à seulement 15.7% en 2016. La moyenne globalement de la vente de cette matière première est estimée par

les auteurs du rapport à 13.6%. Une estimation qui surpasse de peu, les exportations togolaises vers le Ghana classé 2ième client du Togo hors Uemoa (13.2%) et premier au sein de l'espace Cedeao devant le Nigeria (12.9%). La France qui est classée sixième destination du phosphate togolais avec un taux de 3.3% reste néanmoins, le premier partenaire du Togo en Europe. La Chine, classée 7ième client mondial du Togo reste son principal fournisseur avec en moyenne un taux de 20.4% des transactions en considérant les importations extracommunautaires.

Awih Essoyodou

Finances

Fin de mission du FMI sur une note d'optimisme relativisé

Dans le cadre de la sollicitation de l'expertise du Fonds monétaire international (FMI) fin 2016, par les autorités togolaises en vue de l'assainissement des finances publiques, une équipe de l'institution de Bretton Woods a achevé une mission de deux semaines en terre togolaise. Sur une note d'optimisme relatif quant à la croissance économique du pays pour cette année, les experts ont rendu public un inventaire qui retrace la situation de l'économie togolaise depuis août dernier.

La mission a été effectuée dans le cadre de la deuxième revue du programme d'appui au gouvernement à travers les Facilités élargies de Crédit (Fec). L'équipe note des avancées effectuées par le gouvernement togolais avec notamment l'application des recommandations du fonds en matière d'apurement des finances de l'Etat.

Sur certains points, l'institution se réjouit de la baisse de la dette publique togolaise en rapport à la richesse de l'Etat (PIB). Cette avancée, note le FMI, a été réalisée grâce à la croissance dans la collecte des recettes fiscales et la maîtrise des dépenses publiques dans le même temps.

Finis, les préfinancements !

A travers cette mission,

les experts du fonds ont signé un accord ayant trait aux nouvelles politiques économiques et financières avec les autorités du pays. Ce partenariat devrait servir de base en vue de la conclusion de la 2ième revue du programme triennal dans le cadre de la Fec. Ces facilités sont la conséquence de la gestion opaque des finances de l'Etat avec notamment, les préfinancements à travers lesquels l'Etat demandait aux entreprises privées de financer à l'avance, les travaux publics.

Selon l'équipe dirigée par Ivohasina Razafimahefa, les performances de l'Etat togolais sont encourageantes. « Les objectifs quantitatifs budgétaires concernant le solde intérieur et le financement intérieur ont été largement atteints » a-t-elle martelé tout en annonçant que « les préfinancements

qui ont conduit à une augmentation rapide du stock de la dette au cours des dernières années ont été arrêtés ».

L'économie togolaise en régression

La crise politique a drainé des répercussions négatives significatives sur les finances de l'Etat. Comme le révélait déjà, en octobre dernier, un rapport de l'institution sur les prévisions de croissance au cours de cette année, l'équipe du FMI note un fléchissement des activités au deuxième semestre de l'année dernière. Globalement, dans le courant de l'année 2017, le Togo a noté une croissance de 4.4% contre 5% une année plutôt. Une régression abyssale d'autant plus que, depuis l'adoption ; en 2012 de la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi



Ivohasina Razafimahefa et Sani Yaya

(Scape), l'économie togolaise a enregistré une croissance moyenne de plus de 5%. Néanmoins, le taux d'inflation est resté stable. Avec une estimation fixée à -0.4%, l'économie togolaise baigne dans un environnement déflationniste qui se traduit ainsi par une augmentation non

négligeable des taux d'intérêt débiteurs. Quant aux estimations de croissance de cette année, l'institution monétaire mondiale estime que le Togo pourrait, en cas d'enlisement de la crise actuelle, demeurer dans cette régression avec un taux qu'elle anticipe à moins de 5%.

Awih Essoyodou

Promotion sanitaire

Politique nationale de santé

La nouvelle politique nationale de santé est le résultat d'un processus inclusif et consensuel de l'ensemble des parties impliquées dans la santé. Cette politique nationale de santé sert de base à la planification nationale et de cadre de référence pour l'ensemble des intervenants dans le secteur de la santé. Elle est en harmonie avec les priorités du programme mondial d'action sanitaire 2006-2015, la politique de la santé pour tous dans la région africaine pour le 21ème siècle : agenda 2020 et les orientations stratégiques 2010-2015 de la région Afrique de l'Organisation mondiale de la santé.

Contexte général du Togo



CHU Sylvanus Olympio

Le Togo, comme la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, témoigne d'un grand potentiel d'accroissement démographique: l'effectif de la population togolaise a plus que doublé en moins de 30 ans avec une population de 5,7 millions d'habitants en 2010 contre 2,7millions en 1981. Le contexte démographique est surtout caractérisé par:

- i) une prépondérance de jeunes (60% des Togolais ont moins de 25 ans),

- ii) une croissance démographique élevée (2,6% par an),
- iii) une forte densité de population dans les régions côtières (261 habitants au km pour la région maritime par exemple),
- iv) une urbanisation rapide et peu contrôlée et surtout à Lomé au niveau de l'indice synthétique de fécondité (ISF à 4,1 enfants par femme), conséquence de la faiblesse de l'offre de services de planification familiale.

Situation sanitaire
Etat de santé de la population

La situation sanitaire du Togo est caractérisée par des niveaux encore élevés des taux de morbidité et de mortalité. Le profil de mortalité reste marqué par les maladies infectieuses même si les maladies non transmissibles sont de plus en plus croissantes, signe que la transition épidémiologique est en cours. L'Espérance de vie à la naissance au Togo est estimée à 63,3 ans pour l'ensemble de la population. Le taux de mortalité générale

estimé à 8,1 pour mille, s'explique essentiellement par les taux élevés des mortalités infantile (78 ‰), infanto-juvénile (123 ‰), maternelle (350 pour 100.000 naissances vivantes) et de la mortalité liée au sida ; ces cibles des OMD constituent plus de 65 % de la mortalité de la population togolaise. Le taux de mortalité infanto-juvénile reste à un niveau élevé en raison de quatre facteurs: le paludisme, les causes

néonatales, la pneumonie et la diarrhée. Les autres causes sont liées à la rougeole et au sida. La malnutrition est une cause sous-jacente de plus de 50% de ces décès. Les décès dans la période néonatale (l'Age de 28 jours) représentent plus du tiers des décès des enfants de moins de 5 ans. Les décès néonataux sont dominés par les infections la prématurité et l'asphyxie. Le paludisme constitue le plus lourd fardeau sur le système de santé du pays. Il totalise en moyenne 40% de toutes les consultations externes avec une grande vulnérabilité des enfants de moins de cinq ans. En effet, le paludisme représente la première cause de morbidité et de mortalité des enfants de moins de 5 ans enregistrées dans les formations sanitaires. Les

nanti). La malnutrition aigüe varie avec les conditions de sécurité alimentaire et s'élevait à 4,8 % en moyenne sur l'ensemble du territoire en 2010 Les maladies diarrhéiques dont la prévalence s'est accrue de 15% en 2006 20,6% en 2010, représentent presque 14% des causes de mortalité infantiles. Les causes de la diarrhée sont multiples: infection, malnutrition, faible accès l'eau potable, mauvaises pratiques d'hygiène et d'élimination des déchets. La mortalité maternelle est également une question préoccupante au Togo. Le ratio de décès maternel estimé à 350 pour 100.000 naissances vivantes en 2008 demeure largement supérieur à la cible attendue de 160 pour 100.000 naissances en 2015. Les causes directes



Un couloir CHU Sylvanus Olympio

résultats d'enquête MICS réalisée en 2010 indiquent une prévalence nationale de paludisme de 33,1 % chez les enfants de moins de cinq ans. La malnutrition infantile reste préoccupante. La malnutrition chronique est élevée et touche en moyenne près de 30% des enfants du Togo avec une variabilité importante d'une région à l'autre (43% dans les savanes et 16% dans la commune de Lomé) et également une variabilité suivant les quintiles de richesse (40% chez les enfants du quintile le plus pauvre contre 13 % chez les enfants du quintile le mieux

des décès maternels sont les hémorragies, les éclampsies, les complications d'avortement provoqué, les infections et les dystocies. En ce qui concerne l'épidémie du VIH, la prévalence au sein de la population générale est l'une des plus élevées de l'Afrique de l'Ouest (3,2% en 2010). Bien qu'étant de type généralisée (3,5% chez les femmes enceintes en consultations prénatales en 2010;), elle présente des disparités régionales et entre les différents groupes socio-culturels : la prévalence du VIH diminue de Lomé Commune



Une blouse d'un docteur

(6,8%) vers la région des Savanes (1,6%) ; elle est plus élevée en milieu urbain (4,4%) qu'en milieu rural (2,5%)

Performance du système de santé

L'analyse de la situation du secteur de la santé approuvée le 10 mai 2011 par le Comité des Partenaires, a révélé que le système de santé présente des forces mais aussi des faiblesses de plusieurs ordres qui entravent l'atteinte des OMD relatifs à la santé.

Principales forces : l'amélioration des politiques publiques à travers l'élaboration des documents de (i) politiques sectorielles et plans stratégiques de mise en œuvre ; (ii) l'existence d'un cadre législatif propice à créer un environnement favorable à la mise en œuvre de la politique nationale de santé. Entre autres, le Code

de la santé publique promulgué le 15 mai 2009 sert de cadre réglementaire de référence en matière de prestations de soins au Togo ; (iii) un réseau de prestations de soins assez large avec un fort potentiel du secteur privé surtout en zone urbaine. La moyenne nationale du taux d'accessibilité géographique aux USP dépasse 60 % ; l'offre privée de soins, essentiellement le privé non lucratif, représente plus du tiers du total des établissements de soins ; (iv) la mise en place des mécanismes devant permettre à terme une gestion rationnelle et efficiente des ressources humaines en santé (gestion informatisée, profil pays et observatoire des RHS) ; (v) la déconcentration des institutions de formation des professionnels de santé sur l'ensemble du pays notamment dans sa partie septentrionale ;

Fondements de la politique nationale de la santé

La Constitution de la République Togolaise du 14 octobre 1992 Le droit à la santé est reconnu par la Constitution de la IVème République Togolaise du 14 octobre 1992 qui dispose en son article 34 que « l'Etat reconnaît aux citoyens le droit à la santé. Il œuvre à le promouvoir. Le droit à la santé implique l'obligation pour l'Etat de définir une politique Nationale de Santé à même de promouvoir, de protéger et de restaurer la santé de la population et d'en assurer la mise en œuvre effective.

Contrôle des maladies

La politique nationale de santé privilégie, pour une bonne prévention et un contrôle des maladies transmissibles et

non transmissibles, les cinq orientations stratégiques suivantes : (i) Le renforcement de la surveillance intégrée de la maladie et de la riposte y compris la préparation du secteur de la santé aux situations d'urgence liées à des épidémies et autres catastrophes ; Le renforcement de la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose.

Accessibilité et qualité des services et soins de santé

La politique nationale de santé garantit la couverture universelle aux soins de qualité aux populations à travers : l'accroissement de la couverture sanitaire en combinant d'une part, la mise en œuvre

(i) d'un plan d'investissement en infrastructures et équipements sanitaires bas sur une carte sanitaire prospective et d'autre part, la généralisation des stratégies intégrées orientées vers les populations éloignées et de stratégies intégrées à assise communautaire ; (ii) Le passage à l'échelle nationale des interventions haut impact sur la réduction de la mortalité maternelle néonatale et infanto-juvénile ; (iii) Le renforcement des soins de santé primaires ; (iv) le renforcement du partenariat public-public et public-privé y inclus la médecine traditionnelle, les ONG et les structures communautaires. La politique nationale d'approche contractuelle adoptée en 2003 sert de cadre de référence pour renforcer le partenariat ; le développement et la promotion de l'assurance qualité ;

santé s'exécute à travers les mécanismes de mise en œuvre, de gestion et de coordination aux trois niveaux du système de santé :

Secteur privé

Le gouvernement entend faciliter le partenariat public-privé pour l'atteinte des objectifs fixés par la politique sanitaire à travers la réforme du secteur privé de la santé.

Médecine traditionnelle

La politique nationale de santé prend en compte la médecine traditionnelle comme une composante à part entière du système de prestation de soins. Le développement de la médecine traditionnelle au niveau communautaire participe l'atteinte des objectifs

Organisations représentant les malades



Une intervention chirurgicale

Mise en œuvre de la politique nationale de santé

Le système de santé du Togo est organisé en une pyramide sanitaire à trois niveaux : central, intermédiaire et périphérique ; chaque niveau a ses attributs. Le niveau central : le cabinet du ministre, les directions centrales et les institutions de santé à portée nationale ; Le niveau intermédiaire : Direction régionale de la santé (DRS) ; le niveau périphérique : District sanitaire.

Cadre de mise en œuvre et de gestion

La mise en œuvre de la Politique Nationale de Santé se base sur les Plans Nationaux de Développement Sanitaires et le cadre de dépenses à moyen terme de chaque plan. Des plans d'actions opérationnels déclinent annuellement les interventions des différents acteurs pour la réalisation des objectifs de politique. La politique nationale de

La politique nationale de santé encourage les associations des malades à l'instar du réseau des PVVIH, l'Association togolaise des diabétiques (ATD), l'association des drépanocytaires, etc et leur prise en compte dans la définition des politiques et la mise en œuvre des interventions.

Conditions de succès

Le succès de la mise en œuvre de la Politique de santé repose sur l'adhésion et la redevabilité de tous les acteurs et tous les partenaires ainsi que sur l'engagement national au plus haut niveau afin de réaliser notre vision, celle d'assurer un niveau de santé le plus élevé possible à la population. La mise en œuvre de la politique de santé nécessite une coordination intra et multisectorielle afin d'atteindre les résultats escomptés car la santé est l'affaire de tous et un droit garantissant le développement économique du Togo.

Source Ministère de la Santé

Pharmacies de garde de Lomé du 09 au 16 /04/ 2018

BEL AIR	N.L Palm Beach	22 21 03 21
3e ARRONDISSEMENT	Bd. 13 Jv	22 21 52 27
St ANTOINE	Av. libération	22 21 29 64
DES APÔTRES	Akodessewa	22 27 11 98
BON SAMARITAIN	Hôpital de BE	22 21 45 30
KODJOVIAKOPE	Av. Duisbourg	22 21 89 90
MAIRIE	Face Mairie	22 21 26 39
CAMPUS	Adewi	22 21 56 32
SOURCE DE VIE	Face Protestant	22 22 45 71
ISIS	NUKAFU	23 36 95 65
FOREVER	Tokoin Forever	22 26 11 77
FRATERNITE	Hedzranawé	22 26 81 55
APOTHEKA	Kegué	22 61 57 57
CITRUS	Attiégou	22 57 32 32
PHARMACIE 2000	BE KPOTA	22 70 01 69
CHRIST ROI	Kagomé	22 27 46 66
ELI-BERECA	Adidogomé	22 51 22 82
LA REFERENCE	Madiba	22 51 12 12
BONTE	SEGBE	22 36 28 50
DJIDJOLE	DJIDJOLE	22 25 65 12
Notre Dame de	LOURDES Agoè	22 44 01 01
CONFIANCE	Face GTA	22 42 43 81
LUMIERE	Agbalepédogan	22 25 15 26
OSSAN	AVEDJI	23 38 44 25
DES ROSES	Vakpossito	22 37 38 12
LA GRÂCE	SUN AGIP Agoè	22 25 91 65
TAKOE	Agoè Zongo	22 34 03 42
VITAS	Agoè Assiyéyé	22 25 63 43
SATIS	Koshigan	22 50 30 55
MAWUNYO	Agoè-Sogbossito	22 42 34 64
VERSEAU	Baguida	22 27 34 53
HYGEA	Baguida	22 27 36 36

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR THIERRY CASTANET ; Tél: 90 97 15 15
DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél: 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

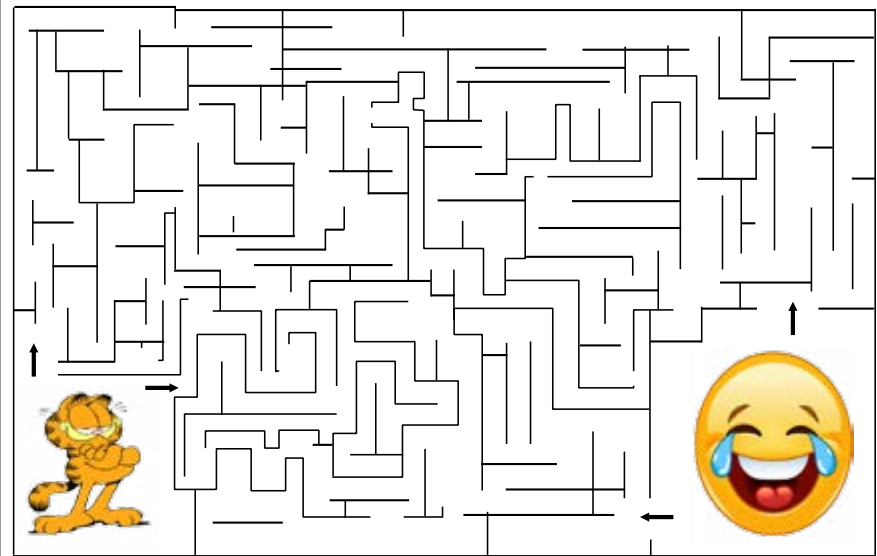
DANSE ET COURS DE ZUMBA

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél: 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

Jeux : Aidez Mikey et Jonkey à changer de maison au même moment en suivant les flèches sans qu'ils ne se croisent sur une même voie.



Quelques conseils pour la vie

- 1/ N'oublie pas que dans cette vie tout se mérite, donc évite la facilité, c'est comme cela que tu acquières l'expérience et le savoir utile;
- 2/ Regarde bien avec qui tu t'accompagnes, car ceux qui s'accompagnent se ressemblent;
- 3/ Adopte une bonne hygiène de vie en respectant ton corps et en surveillant ta posture physique, morale et spirituelle ;
- 4/ L'immortalité existe, on l'appelle connaissance, demande aux personnes sages pleines de savoir véridique ce que tu ne sais pas et rappelle-t-en pour le mettre en pratique.
- 5/ Ne sois pas un menteur, respecte ta parole donnée et tes rendez-vous en plus ne dis pas tout ce que tu penses, surtout si cela peut blesser;

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Pensée du jour

Avant de dire toute vérité à un ami sincère, rappelle toi du jour de votre séparation

Photo du jour



Donnez une légende à cette photo

Spectacle

L'acte 1 des « Assises du Stand Up » a tenu ses promesses

La première édition des « Assises du Stand Up » intitulée « Le Togolais n'est pas laid » s'est tenue, le 7 avril dernier à l'Institut français du Togo (IFT). Au cours de ce spectacle qui a connue la présence de plusieurs autres artistes togolais, l'humoriste « professeur Abawoé » était à l'honneur.

Soutenues par l'Agence Reiyel Com & Event, les « Assises du Stand Up » sont un concept d'humour et d'échanges avec le public sur les thématiques liées à l'actualité. A cette première édition baptisée « Le Togolais n'est pas laid », le public était amené à rire de tout, en corrigeant les mœurs.

Selon les organisateurs, le concept vise à créer une tribune d'échanges et de partages entre la classe jeune et

mondaine sur des thématiques de l'heure liées à la politique, la société, la culture, le sport, l'économie et d'autres sujets.

« Je me suis inspiré dans la réalité de tous les jours, et j'ai en quelque sorte passé en revue toute l'actualité togolaise et du monde en 2017, en moins d'une heure », a souligné l'humoriste professeur Abawoé.

Des talents de l'art oratoire à l'instar du conteur Sanvee Alouwassio, du slameur

parolier Kaporal Wisdom et l'artiste musicienne R-Queeny ont partagé la scène avec professeur Abawoé. Selon le conteur Sanvee Alouwassio, les « Assises du Stand Up » sont une belle initiative qui permet aux artistes de se rassembler autour d'un sujet. « Si on arrive à être ensemble ; et on arrive à se comprendre, on peut faire des exploits », a-t-il estimé.

Le spectacle dénommé « Les Assises du Stand



Professeur Abawoé sur scène

Up » est un concept américain adopté par les Togolais. Au cours du spectacle, l'humoriste se livre à un one man show. Pour la seconde édition,

les organisateurs envisagent d'inviter des artistes étrangers à partager la scène avec professeur Abawoé.

Nadia Edodji (Stagiaire)

Littérature africaine

Timba Bema sort en juin un poème sur la quête de soi

Timba Bema est l'auteur de l'ouvrage « Les seins de l'amante », édité aux éditions Stellamaris. « Les seins de l'amante » est un poème en prose, qui est une sorte de prophétie du corps. A travers ce poème, l'auteur plonge ses lecteurs dans un véritable voyage de la reconnaissance de soi.

« Les seins de l'amante », ce poème qui résonne comme un périple de la quête de soi à travers le corps est pour l'auteur camerounais le point de départ d'une idée de liberté.

Son idée en écrivant ce poème en prose est de relater ce défi que la vie nous lance, celui d'être nous-mêmes. Et donc

pour lui, la voie royale pour être soi c'est d'écouter son corps. Dans ce poème, « Les seins de l'amante », le train emporte l'amante loin, loin vers les steppes du nord, loin de la malédiction qu'elle a pressentie chez l'amant... Dans ses métaphores, l'auteur invite l'Africain contemporain à

se réapproprier sa propre histoire, pour enfin sonner juste dans son être et se réconcilier avec son corps qui garde dans son secret la mémoire traumatisante de la colonisation.

Timba Bema dit s'inspirer de la vie sociale en écrivant ces œuvres littéraires. En observant son

entourage, Timba l'interroge. La curiosité est le moteur de l'inspiration de l'auteur. Pour cet auteur camerounais, les apparences étaient trompeuses, que l'on revêtait un masque pour paraître en société comme dans ces bals dans la grande Venise. L'écriture est pour Timba Bema

ce processus grâce auquel il peut gratter la surface des choses pour voir ce qui se cache en dessous. Par ailleurs, la lecture d'autres auteurs est également pour lui, une prodigieuse source d'inspiration.

La publication de l'œuvre est prévue pour juin prochain.

N. E.

Lire

« **Le Manuscrit retrouvé** » de Paulo Coelho. Ed Flammarion. 2013 Pp 77-80

« ...Et il répondit: On entend toujours dire: Ce qui importe, ce n'est pas la beauté extérieure, mais la beauté intérieure. Eh bien, rien n'est plus faux que cette phrase. Si c'était le cas, pourquoi les fleurs feraient-elles tant d'efforts pour attirer l'attention des abeilles ? Et pourquoi les gouttes de pluie se transformeraient-elles en arc-en-ciel quand elles rencontrent le soleil ? Parce que la

nature désire ardemment la beauté. Et elle n'est satisfaite que lorsqu'elle peut être exaltée. La beauté extérieure est la partie visible de la beauté intérieure. Et elle se manifeste par la lumière qui se dégage des yeux de chacun. Peu importe que la personne soit mal habillée, qu'elle n'obéisse pas aux critères de ce que nous considérons comme élégant ou qu'elle ne se soucie même pas d'impressionner son entourage. Les yeux sont le miroir de l'âme et ils reflètent tout ce qui semble caché. Mais, outre le pouvoir de briller, les yeux ont une autre qualité:

ils fonctionnent comme un miroir. Et ils reflètent celui qui les admire. Ainsi, si l'âme de celui qui observe est noire, il verra toujours sa propre laideur. Comme tout miroir, les yeux renvoient à chacun de nous le reflet de son propre visage. La beauté est présente dans tout ce qui est créé. Mais le danger réside dans le fait qu'en tant qu'êtres humains très souvent éloignés de l'Énergie Divine, nous nous laissons entraîner par le jugement d'autrui. Nous nions notre propre beauté parce que les autres ne peuvent pas, ou ne veulent pas, la reconnaître. Au lieu

d'accepter ce que nous sommes, nous voulons imiter ce que nous voyons autour de nous. Nous cherchons à ressembler à ceux dont tout le monde dit: « Qu'il est beau! » Petit à petit notre âme dépérit, notre volonté diminue, et tout le potentiel que nous avons pour embellir le monde cesse d'exister. Nous oublions que le monde est tel que nous l'imaginons. Nous n'avons plus la clarté de la lune et nous devenons la flaque d'eau qui la reflète. Le lendemain, le soleil évaporerait cette eau, et il n'en resterait rien. Tout cela parce qu'un jour quelqu'un a dit: « Tu es laid. » Ou

bien un autre a déclaré: « Elle est jolie. » Avec trois mots, ils ont pu voler toute la confiance que nous avions en nous-mêmes. Et cela nous rend laids. Et cela nous laisse amers.

À ce moment-là, nous trouvons du réconfort dans ce que l'on appelle « sagesse » : une masse d'idées empaquetées par des gens qui veulent définir le monde, au lieu de respecter le mystère de la vie. Il y a là les règles, les règlements, les mesures, et tout un bagage absolument inutile qui cherche à établir un modèle de comportement... »

Prix Marc-Vivien Foé 2018
Mathieu Dossevi
parmi les 13 finalistes

L'international togolais de Metz figure parmi les treize (13) finalistes du Prix Marc-Vivien Foé pour la saison 2017-2018, qui récompense le meilleur joueur africain évoluant dans le championnat de France de Ligue 1.



Mathieu Dossevi

Mathieu Dossevi, prêté par le Standard de Liège en Belgique a fait une saison remarquable avec Metz. Malgré que son club passe un exercice pénible, le Togolais est l'un des joueurs à avoir sorti la tête de l'eau. « Ses passes décisives, son sens du jeu et son expérience auront été parmi les rares atouts du FC Metz dans la lutte pour le maintien en Ligue 1 », ont pesé dans son choix selon graphics.france24-mcd-rfi.com.

L'international togolais aura plusieurs concurrents pour cette distinction. Les autres candidats sont notamment Jean Michal Seri de la Côte d'Ivoire (Nice - milieu) ;

Wahbi Khazri de la Tunisie (Rennes - milieu) ; Moussa Konaté du Sénégal (Amiens - attaquant) ; Hamari Traoré du Mali (Rennes-défenseur) ;

Karl Toko Ekambi du Cameroun (SCO Angers - attaquant) ; Max Alain Gradel de la Côte d'Ivoire (Toulouse - attaquant) ; Zambo Anguissa du Cameroun (O. Marseille - milieu) ; Bertrand Traoré du Burkina Faso (Lyon - milieu) ; Nicolas Pépé de la Côte d'Ivoire (Lille - milieu) ; Gaël Kakuta de la RDC (Amiens - attaquant) ; Julio Tavares du Cap-Vert (Dijon FCO - attaquant) et Keita Balde du Sénégal (Monaco - attaquant).

La Rédaction

Boxe thaïlandaise
Boundjou Baba Nadjombe
défend les couleurs du
Togo

La capitale togolaise accueillera le samedi 28 avril un gala international de boxe thaïlandaise dénommé «Lomé Fight Night » placé sous le thème de la «lutte contre la délinquance juvénile par la boxe ». Une occasion pour faire de Lomé la plaque tournante de la boxe Thaï et du Mixed martial arts (MMA) en Afrique.



Nadjombé Baba sur le Ring

Par cette nouvelle édition, «Lomé Fight Night » entend mettre en opposition sur un même ring, des combattants togolais et internationaux afin de faire connaître cette discipline de combat physique au public togolais. Ce gala constituera aussi une aubaine pour faire de Lomé la plaque tournante de la boxe Thaï

et du Mixed martial arts MMA en Afrique. Au cours de ce rendez-vous, plusieurs combats dont celui du Togolais Boundjou Baba Nadjombe alias Zeus, Champion d'Afrique de l'ouest dans la catégorie des moins de 70kg sont prévus. Pour ce combat qui sera d'ailleurs l'affiche de cette soirée mêlant MMA et boxe thaï, la ceinture de Zeus sera mise en jeu. Il va devoir, pour conserver son titre, battre son adversaire béninois Tairou Rachidi. Le combat de MMA est en effet une discipline sportive qui s'inspire de plusieurs arts martiaux comme le judo, la lutte, le jiu-jitsu brésilien, la boxe, le karaté ou encore la boxe thaï et dans laquelle le combattant est désigné vainqueur s'il met son adversaire KO ou s'il arrive à le soumettre au sol.

Justin A.

Sénégal
Fo Doh Laba sauve
un joueur de l'équipe
adverse pendant un
match

Lors d'un match aller des barrages de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF) le week-end écoulé, l'attaquant togolais évoluant dans l'équipe Renaissance Sportive de Berkane au Sénégal a sauvé de la mort le joueur malien Simpore défenseur de l'équipe adverse, Génération Foot du Maroc.



Fo Doh Laba

Sur un coup franc de Berkane, Ismaïla Simpore percute son gardien qui vient de dégager le ballon des poings. Le défenseur semble avoir reçu le choc. Il tombe raid au sol et y reste immobile. Tout juste à côté de lui, Fo Doh Laba, l'attaquant togolais de Berkane, dépouillé par les nombreuses occasions non concrétisées, se projette sur son adversaire et lui plonge sans hésiter la main dans la gorge. « Il était en train d'avaler sa langue », a-t-il confié. L'international togolais vient ainsi de réussir à maintenir en vie le joueur malien Simpore avant l'arrivée de ses coéquipiers et de l'arbitre qui fait venir rapidement les secours sur le stade. Il y a un peu plus d'un an, Francis Koné, un autre attaquant togolais évoluant dans le championnat tchèque à Slovacko était auteur d'un geste similaire sur le gardien Martin Berkovec de Bohemians. Lui était à son 4è sauvetage sur la pelouse. Cela lui a valu en fin d'année dernière le prix FIFA fair-play lors des Best Awards en 2017.

Justin A.

Cyclisme / Tour du Togo
Le Burkinabè Nikiema Aziz
gagne la première étape

Le Burkinabè Nikiema Aziz a remporté ce mardi le critérium qui constitue la première étape du Tour cycliste international du Togo qui a eu lieu à Dapaong. Il a devancé l'Ivoirien Bamba Karamoko de la Côte d'Ivoire et son compatriote Yarbanga Salifou, classé troisième.

Du coup Nikiema Aziz endosse le maillot jaune de Togocel, qui est dédié au leader du Tour. Le premier togolais est Akpeko Bertrand. La deuxième étape est prévue ce mercredi entre Sadori et Kara, longue de 138 km. Notons que cette première a été courue quelques minutes après la présentation des douze équipes alignées sur ce tour ! Quelques maillots après la première étape Maillot de la plus grande remontée du port : Djabigue Panguenam (Togo)

Maillot du meilleur jeune Canal+ : Bamba Karamok (CI)
Maillot de la combativité Dodo Cosmétique : Yarbanga Salifou (BF)
Maillot du plus chanceux de GTA C2a iardt : Akpeko Bertrand (Togo)
Maillot meilleure équipier togolais de hôtel Napoléon : Adams Eric (Togo)
Maillot Eiffage de l'élégance : Dialo Yaya (Mali)
Écharpe de meilleur jeune togolais : Akpeko Bertrand (Togo)

www.africatopsports.com

Rencontres et échanges

La Haac invite les professionnels des médias à la culture de l'équité

Dans leurs pratiques quotidiennes de production et de diffusion des informations, les professionnels de la presse togolaise sont poussés souvent au non-respect du code de bonne conduite qui régit le métier. Une série de rencontres et d'échanges initiée par la Haute autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (Haac) est organisée depuis hier mardi au siège de l'institution, en présence des représentants d'organisations de presse et des journalistes des médias nationaux et étrangers.



Les dirigeants de la HAAC dont le Pdt Pitalounani Télou à droite

Contenus des émissions radios et débats inéquitables, analyses partiales, dérive dans les rédactions d'articles, publicités non déclarées ou encore l'officialisation des nouveaux médias, tels ont

été entre autres points qui ont meublé les échanges hier, au siège de la Haac en présence de l'ensemble des membres du bureau de l'instance et un parterre de journalistes.

Rappelant les divers

engagements de l'autorité de régulation de la presse depuis l'instauration du nouveau bureau à l'instar de la formation des journalistes, les membres de la Haac ont convié les hommes des médias à plus de professionnalisme

à travers un respect plus accru des textes qui régissent leur profession. Avec le démarrage de la crise depuis le mois d'août dernier, un traitement non équitable a été fait des différentes évolutions de l'actualité sociopolitique du pays, déplore la Haac. Les vérifications des informations quelles que soient leurs sources, la recherche de la pluralité dans les débats ainsi que la contradiction des opinions, tels sont les vertus naturelles et les préalables que doivent cultiver les journalistes dans leur travail.

La Haac a élaboré un inventaire complet de l'état de la presse dans toute sa diversité au Togo. Des radios aux télévisions, en passant par les journaux écrits ou les médias en ligne, plusieurs manquements ont été relevés. «Les contenus des radios doivent respecter les différents courants de pensées surtout pour les émissions

en langues nationales où on note des partis pris», déplore la Haac qui invite, par ailleurs, une dizaine de radios à effectuer les dépôts de dossiers en vue du renouvellement des fréquences.

L'institution rappelle que ces stations ont un délai de deux mois pour actualiser leurs fiches de renouvellement. S'agissant de la demande d'établissement de la Carte de presse et de son renouvellement, la Haute autorité de l'Audiovisuel et de la Communication informe qu'une session d'examens est actuellement ouverte jusqu'au 20 avril prochain. Dans son projet de «dépoussiérer» l'univers de la presse togolaise, sur les plus 600 titres de journaux, la Haac recense désormais 171 journaux, officiellement régularisés. L'institution rappelle par ailleurs que les contrats de publicité doivent être déclarés avant insertion ou diffusion.

Awih Essoyodou

Crise dans le social

Les propositions appropriées de Adrien Bélik Akouété

Les crises sociales à répétitions que connaît notre pays depuis plusieurs années et qui se sont exacerbées à partir de 2017 malgré la mise en place d'un Conseil national du Dialogue social (CNDS), ne laissent pas indifférent l'une des références du milieu syndical, Adrien Bélik Akouété, secrétaire général adjoint de la Confédération syndicale internationale (CSI), zone Afrique.

Malheureusement, l'évolution actuelle du front social n'augure pas des lendemains meilleurs pour le Togo. Malgré la mise en place d'un groupe de travail dans le secteur de la santé, et des déclarations rassurantes de la part du ministre Bawara dimanche dernier sur la chaîne nationale, le Syndicat des praticiens hospitaliers du Togo (Synphot), et la Synergie des travailleurs du Togo (STT) lancent une nouvelle grève de quatre jours pour cette semaine.

Face à cette situation, M. Akouété se basant sur son expérience de plusieurs années de syndicalisme a fait des propositions

innovantes pour aider à résorber ces crises. S'inspirant des cas de la France, du Tchad et autres, il explique que le Togo n'est pas le seul pays à connaître des crises sociales. Le monde syndical connaît des moments difficiles partout. «L'environnement social a beaucoup évolué, il faut donc repenser le dialogue social», indique M. Akouété. Aujourd'hui les grèves se situent plus au niveau des secteurs professionnels, alors qu'avant ce sont les centrales qui prenaient le devant.

C'est pourquoi le syndicaliste préconise de «créer aussi bien dans les départements ministériels qu'au niveau



Adrien Bélik Akouété

des services des cadres de discussion». Les syndicats sont devenus des acteurs de développement. Les gouvernements doivent rester en permanence en concertation avec eux.

En matière de dialogue social, les deux parties doivent être au même niveau d'information en ce

qui concerne la situation économique du pays pour que les syndicats sachent jusqu'où aller dans leurs revendications.

«Le Togo vit dans une communauté. Il y a ce qu'on appelle les critères de convergences et des limites à ne pas franchir.

Les syndicats doivent être conscients de tout cela», a déclaré le secrétaire général adjoint de la CSI Afrique qui salue par ailleurs la mise en place des groupes de travail par le gouvernement tout en exhortant toutes les parties à des «débat sincères, c'est-à-dire ce qu'on peut faire maintenant, et ce qui peut se faire dans six mois et au-delà».

Pour finir, Adrien Bélik Akouété exhorte le gouvernement à mettre fin au déficit de communication, à subventionner les syndicats tout en exigeant de leur part un projet de formation de leur base. Dans nos pays, il est important d'encourager l'éducation ouvrière pour que les travailleurs connaissent leurs droits et devoirs. Enfin, les élections doivent être organisées au niveau sectoriel pour une représentativité réelle des syndicats de base.

Edem Dadzie





Joyeuses
pâques

La Banque Autrement
www.corisbank.tg



**CORIS
BANK**
INTERNATIONAL